MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 28 – du 11 juillet au 18 juillet 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : PROCHE-ORIENT - LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, UNE OPPORTUNITÉ DE SÉCURISATION DES SYSTÈMES ÉNERGÉTIQUES

LE CHIFFRE À RETENIR

> 90%

PART DES ÉNERGIES FOSSILES DANS LES MIX ÉNERGÉTIQUES

La transition énergétique représente à la fois une menace pour les rentes pétro gazières et une opportunité pour diversifier les systèmes énergétiques du Proche-Orient. Les modèles économiques de la plupart des pays de la région sont dépendants des exportations d'hydrocarbures. L'Iran et l'Irak sont les plus exposés, mais aussi, dans une moindre mesure, l'Égypte et Israël, qui misent sur les exportations gazières. Dans le même temps, la décarbonation constitue une opportunité de résoudre les dysfonctionnements des secteurs énergétiques. Dans les pays importateurs nets d'énergie, elle permet de réduire la facture énergétique, qui est par nature volatile et est source de vulnérabilités macroéconomiques. Dans les pays gaziers, le déploiement des énergies renouvelables peut permettre de dégager des ressources pour l'export.

Les pays du Proche-Orient disposent d'un potentiel solaire et éolien significatif, mais les investissements demeurent limités du fait de contraintes règlementaires, techniques et financières. Les mix énergétiques de la région restent à ce jour carbonés à plus de 90% dans la plupart des pays. La Jordanie est le pays le plus avancé dans les énergies renouvelables : la part dans le mix électrique y est passée de 1% en 2014 à 27% en 2022. Israël, l'Égypte, l'Irak et l'Iran affichent des objectifs très ambitieux, qui peinent toutefois à se matérialiser. Certains pays font face à des contraintes techniques sur leurs réseaux électriques, parfois du fait d'un excédent de production (Jordanie, Égypte). Les difficultés de financement sont aussi prégnantes, notamment dans les pays où la situation financière des opérateurs nationaux est dégradée (Jordanie, Égypte, Irak, Iran, Liban) ou quand le cadre réglementaire ne permet pas d'envisager le développement massif de projets financés par le secteur privé (Liban, Irak, Égypte, Israël). Outre les énergies renouvelables, l'hydrogène vert est perçu comme prometteur, notamment en Égypte, qui se positionne comme un hub à l'export.

L'électrification du mix énergétique devrait inciter les pays de la région à renforcer leurs interconnexions. Les interconnexions gazières sont déjà bien développées, notamment entre l'Iran et l'Irak d'une part, et l'Égypte, la Jordanie et Israël d'autre part. Des interconnexions électriques existent mais les volumes échangés restent contenus et servent surtout à stabiliser les réseaux. En situation d'excédent d'électricité, l'Égypte cherche à accroître ses exportations (en particulier vers l'Europe), tout comme la Jordanie (vers l'Irak et le Liban, ainsi que vers Israël dans le cadre du projet Prosperity). En situation de pénurie d'électricité, l'Irak développe ses interconnexions avec les pays voisins. Israël envisage de son côté un projet d'interconnexion avec Chypre. Enfin, le projet India-Middle East-Europe Economic Corridor (IMEC) intègre une dimension énergétique (interconnexions électriques et transport d'hydrogène).

Service Économique Régional de Beyrouth

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

ÉGYPTE

1. LANCEMENT DE LA 8ÈME PHASE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX EXPORTATIONS

Le programme de soutien public aux entreprises exportatrices entame sa huitième phase, avec un financement prévu de 11 Mds EGP (228 M USD). Lancée en 2019, cette initiative a permis le versement de 65 Mds EGP (1,3 M USD), fournissant ainsi des liquidités dans un contexte économique marqué par une inflation élevée et des fluctuations monétaires. Les banques sont responsables de verser immédiatement 85% des arriérés dus aux entreprises exportatrices, avec le soutien du Trésor Public qui prend en charge le remboursement de ces montants et de leurs intérêts sur trois ans aux banques participantes. Ces mesures visent à soutenir l'objectif gouvernemental d'augmenter les exportations annuelles de l'Égypte à 130 Mds USD au cours des trois prochaines années (contre 75,7 Mds USD en 2023), tout en renforçant la compétitivité des produits égyptiens sur les marchés internationaux.

2. CHUTE DE 23,4% DES REVENUS DU CANAL DE SUEZ EN 2023/2024

Depuis mi-novembre 2023, les perturbations en mer rouge compliquent la navigation sur le Canal de Suez où transite approximativement 10% du commerce maritime mondial. Cette insécurité a engendré une baisse significative des revenus du Canal de Suez, passant de 9,4 Mds USD durant l'exercice 2022/23 à 7,2 Mds USD pour 2023/24, soit une réduction de 23,4% en glissement annuel selon l'Autorité du Canal de Suez. Quant au nombre de passage de navires, il a aussi reculé, passant de 25 911 à 20 148. Dans ce contexte, l'autorité du Canal de Suez a intensifié ses offres sous forme de remises allant de 10 à 75% (valables jusqu'à la fin 2024) afin d'encourager les compagnies maritimes à emprunter cette voie maritime dont les revenues constituent une source importante de devises pour l'Égypte.
Cependant, les coûts restent élevés pour les navires. En janvier 2024, les taux couvrant les risques de guerre dans les polices d'assurance sur les navires ont augmenté, passant de 0,3% à 1%, reflétant l'augmentation du risque dans la région.

IRAK

1. APPEL D'OFFRES POUR LA MODERNISATION ET L'EXTENSION DE L'AÉROPORT DE BAGDAD

L'entreprise publique de gestion des aéroports et de la navigation aérienne (GCAAN) a publié le 16 juillet 2024 un appel d'offres pour la modernisation et l'extension de l'aéroport international de Bagdad. Le GCAAN, qui dépend du Ministère des Transports, souhaite identifier un partenaire privé pour la conception, la réhabilitation, l'expansion, l'exploitation et l'entretien de l'aéroport. L'appel d'offres a été préparé avec l'aide de la Société Financière Internationale (SFI), la branche pour le secteur privé du groupe Banque Mondiale. La SFI jouera le rôle de conseil auprès du gouvernement irakien pour la structuration de la transaction et pour la sélection des entreprises répondant à l'appel d'offres. L'aéroport international de Bagdad a accueilli 3,4 M de passagers en 2023 (sur une capacité totale de 5 millions).

2. CONSTRUCTION DE L'AÉROPORT DE NASIRIYAH

L'entreprise General Company for Airports and Air Navigation (GAAN), exploitant et détenteur des actifs aéroportuaires irakiens, a signé avec l'entreprise China State Construction Engineering Corp. (CSCEC) un amendement au contrat de construction de l'aéroport international de Nasiriyah (province sud de Dhiqar) permettant à l'entreprise turque Kiklop Design Hertz Insaat d'assurer la supervision des travaux pour le compte de la GCAAN.

3. PROROGATION DES DÉROGATIONS AMÉRICAINES DANS LE CADRE DES IMPORTATIONS D'ÉLECTRICITÉ DEPUIS L'IRAN

Le gouvernement américain a renouvelé le 11 juillet une dérogation de sanctions pour une période de 120 jours afin de permettre à l'Irak de payer ses importations d'électricité à l'Iran. Ces dispenses du régime de sanctions des États-Unis envers l'Iran sont renouvelées tous les quatre mois depuis 2018. L'Irak importe d'Iran plus du tiers de son électricité, soit directement, soit sous forme de gaz utilisé comme combustible dans les centrales électriques.

IRAN

1. LIBÉRALISATION DES IMPORTATIONS DE VÉHICULES D'OCCASION

Selon le porte-parole du gouvernement, un an après l'approbation de la loi sur l'importation des voitures d'occasion par les particuliers, il est désormais possible d'importer en Iran des voitures âgées de 5 ans et plus. Cette loi avait été adoptée par le parlement le 19 juillet 2023, mais la réglementation n'avait pas été approuvée par le Conseil des ministres en raison de problèmes liés à l'allocation de devises. La Banque Centrale exige en effet que les devises allouées pour l'importation soient

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

préalablement tracées par ses services, ce qui constitue un obstacle pour les résidents iraniens. En outre, les transferts de fonds via des bureaux de change demeurent très encadrés par la BCI. Par conséquent, la loi semble s'adresser, en priorité, à des opérateurs iraniens basés à l'étranger, dotés de moyens requis par la mise en place d'une infrastructure logistique appropriée. Pour rappel, les importations de véhicules ont repris au cours de l'exercice budgétaire 2023-2024 (19 000 voitures auraient été importées par des sociétés publiques et privées sur cette période). Quant à la production de véhicules sur le sol iranien, elle s'est établie, entre 2018 et 2023, à 953 000 véhicules par an en moyenne, soit 38 % de moins qu'en 2017 (1.550.000 véhicules).

2. REPLI DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN JUIN

D'après la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture d'Iran (ICCIMA), l'indice des directeurs d'achat (PMI) a chuté de 55,9 à 45,1 points à la fin du mois de Khordad (21 juin 2024). La contraction brutale de cet indicateur de l'activité économique est imputable : **i)** aux coupures d'électricité dans le secteur industriel, résultant d'un déficit structurel de 12 GW, **ii)** aux défaillances des chaînes d'approvisionnements en matières premières, amplifiées par la nouvelle réglementation d'enregistrement des commandes d'achat, par le manque d'allocation de devises et par la bureaucratie douanière et **iii)** à une baisse de la demande interne, liée à l'incertitude sur le résultat de l'élection présidentielle et les décisions du futur gouvernement. Les indices de Production et de Nouvelles Commandes des clients s'établissent respectivement à 41,3 points (-16,4 points en g.m) et à 42,9 points (-10,5 points en g.m), leur étiage des 35 derniers mois. Enfin, l'indice du Stock de Matières Premières s'élève à 43,5 points (-7,6 points en g.m), en baisse pour le quatrième mois consécutif, à son niveau le plus bas depuis 16 mois

3. MONTÉE DES PRÉOCCUPATIONS LIÉES À L'IMPASSE ÉNERGÉTIQUE

Au cours des derniers jours, la situation énergétique en Iran, en particulier le maintien de l'approvisionnement en électricité du pays, a agité les réseaux sociaux iraniens. En raison des fortes chaleurs qui accentuent la consommation d'électricité (air conditionné) et fragilisent les infrastructures - vétustes - de transit énergétique, les internautes iraniens ont été nombreux à documenter, sur les réseaux sociaux, des pannes survenues dans plusieurs villes d'Iran dont Téhéran. Signe de la fébrilité collective quant à une potentielle paralysie de l'ensemble du système électrique, nombre d'internautes louent « l'exploit [...] qui a évité le blackout du pays » - faits toutefois difficiles à vérifier à ce stade - exploit qui aurait été réalisé par des ouvriers de la centrale d'Ahvaz, laquelle a été confrontée à un incident technique majeur le 14 juillet. Ces évènements ne se sont pas traduits par des appels à la sobriété énergétique de la part des autorités comme des citoyens. Alors que le pays est victime de pénuries d'électricité, de gaz, d'essence et d'eau de plus en plus sévères, aucune campagne publique n'a été, à ce jour, mise en œuvre par le gouvernement. Le silence des autorités s'agissant d'un risque considéré comme existentiel, inquiète les entreprises autant que les particuliers

ISRAËL

1. QUATRE ENTREPRISES FRANÇAISES DANS L'INDEX MAALA 2024

Quatre entreprises françaises sont distinguées par l'Index MAALA 2024, qui évalue le score ESG (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance) d'entreprises sises en Israël. Il s'agit des entreprises L'Oréal Israel, JC Decaux Israel, Sodexo, implantées de longue date, et d'Altavia Israël qui intègre la catégorie Basic, réservée aux nouveaux entrants PME, seulement quatre mois après son lancement officiel.

Fondée en 1998, Maala est une organisation à but non lucratif qui sert de plaque tournante et de référente pour l'ESG en Israël. Maala publie chaque année les indices ESG Maala à la Bourse de Tel Aviv.

2. LES NUANCES DÉMOGRAPHIQUES DE TEL-AVIV

En 2023, la population de Tel Aviv a atteint 480 000 habitants, un record dû à la croissance naturelle. La ville s'inscrit dans une aire urbaine dont la population est estimée à 3,5 M d'habitants. Depuis trois ans, le solde migratoire de Tel Aviv est toutefois négatif, le nombre de partants dépassant le nombre d'arrivants. Cela est dû à l'augmentation des prix de l'immobilier et à une demande accrue pour des logements plus vastes. Pour couvrir le solde naturel, la croissance immobilière se poursuit, avec 15 000 logements en chantier pour 222 000 logements existants.

3. AUGMENTATION DE LA RICHESSE MOYENNE PAR HABITANT

D'après le UBS Global Wealth Report, la richesse moyenne par adulte en Israël est de 260 000 $ en 2023. Cela représente une hausse de 14 % par rapport à 2022, ce qui permet à Israël d'atteindre la

18ème place du classement d'UBS. Depuis la crise financière de 2008, la richesse moyenne en shekels a augmenté de 142 %, et la médiane de 220 %, triplant au cours de cette période. Israël compte actuellement 180 000 millionnaires en dollars américains, c'est-à-dire que leurs actifs moins leurs dettes valent plus d'un million de dollars. En outre, plus de 2,5 M d'Israéliens possèdent un patrimoine compris entre 100 000 et 1 M$.

4. GOOGLE EN NÉGOCIATIONS POUR ACQUÉRIR WIZ.

Selon le Wall Street Journal, Alphabet, société mère de Google, est en négociations avancées pour l'acquisition de la société israélienne Wiz pour un montant record de 23 Mds$. Wiz, cofondée début 2020 par quatre entrepreneurs de la tech israélienne, dont le PDG Assaf Rappaport, est une entreprise de cyber du cloud. En mai dernier, Wiz a levé 965 M$ pour une valorisation estimée à 12 Mds$. Si l'acquisition venait à se concrétiser, elle constituerait le montant le plus élevé jamais payé pour une entreprise israélienne. Elle rapporterait également des recettes importantes au trésor israélien.

JORDANIE

1. L'INFLATION À +1,67% AU 1ER SEMESTRE 2024

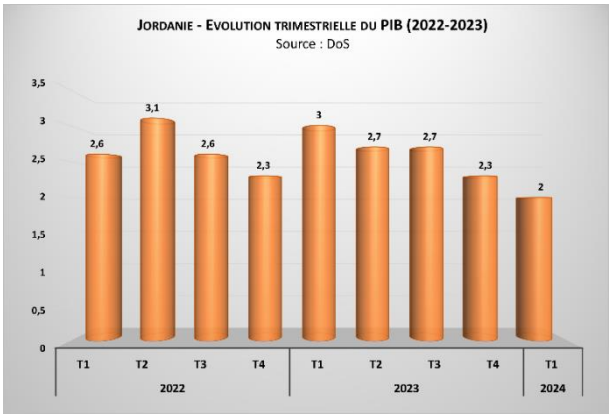
Selon le département des statistiques (DoS), l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse de +1,75 % au mois de juin 2024 en glissement annuel (g.a.) et de +1,67 % au cours du premier semestre 2024, par rapport à la même période en 2023. Le niveau d'inflation enregistré au cours des six premiers mois de 2024 résulte principalement de l'augmentation des prix des catégories : « effets personnels » (+8,38 %), « eau et assainissement » (+7,34 %), « cotisations syndicales » (+5,86 %), « loyers » (+4,03 %) et « viande et volaille » (+3,74 %).

2. TOURISME : BAISSE DES RECETTES ET DU NOMBRE DE VISITEURS AU 1ER SEMESTRE 2024

Selon les données préliminaires de la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les recettes touristiques ont diminué de -4,9 % en g.a. au cours du premier semestre 2024, s'élevant à 2,3 Mds JOD (3,3 Mds USD). Le nombre de touristes a quant à lui diminué de -7,9 % en g.a pendant la même période. Au mois de juin 2024, les recettes touristiques se sont toutefois élevées à 455,8 M JOD (642,9 M USD), ce qui représente une hausse de +2,1% en g.a.

3. CROISSANCE DE +2% DU PIB AU 1ER TRIMESTRE 2024

Selon le département des statistiques (DoS), le PIB a augmenté de +2 % en volume au premier trimestre (T1) 2024 par rapport au T1 2023. L'analyse par secteur montre que la croissance des industries extractives a été la plus importante (+6,3 %), suivie du secteur agricole (+5,7 %), du secteur de l'électricité et de l'eau (+4,8 %) et des industries manufacturières (+3,9 %).



4. BAISSE DE -16,4% DE L'INDICE DE CONFIANCES DES INVESTISSEURS AU 1ER TRIMESTRE 2024

Selon le Jordan Strategy Forum, l'indice de confiance des investisseurs en Jordanie (le Jordan Investor Confidence Index) a diminué de -16,4 % au T1 2024, par rapport au trimestre précédent. Il est passé de 162,2 au T4 2023 à 135,5 au T1 2024. Cette diminution résulte de la baisse des indices de confiance dans l'économie réelle (100 au T1 2024 contre 145,2 au T4 2023) et dans le système financier (142,1 au T1 2024 contre 191,9 au T4 2023). L'indice de confiance dans le système monétaire a quant à lui augmenté (200 au T1 2024 contre 166,4 au T4 2023).

LIBAN

1. PROPARCO APPORTE UNE GARANTIE DE 2 M$ À L'INSTITUTION DE MICROFINANCE VITAS LIBAN

Proparco, la filiale du groupe AFD dédiée au secteur privé, a signé le 17 juillet un accord de garantie de 2 M$ avec l'institution de microfinance Vitas Liban, afin qu'elle puisse accroître ses opérations de micro-prêts au Liban. La garantie de portefeuille permettra à Vitas Liban de couvrir à hauteur de 80% son portefeuille de prêts dont les montants s'élèvent entre 500 et 15 000 USD. Dynamique jusqu'en 2019, le secteur de la microfinance a été fortement fragilisé par la crise économique et financière, du fait d'une nette dépréciation de ses actifs suite à l'effondrement de la livre libanaise. La préservation

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

des institutions de microfinance apparaît prioritaire dans un contexte de progression de la pauvreté, d'effondrement durable du secteur bancaire et de « cashification » de l'économie libanaise.

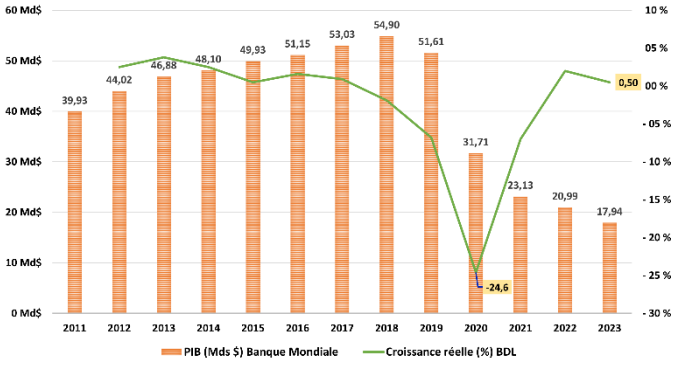
2. REPRISE DE LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ PUBLIQUE

À la suite de la décision des autorités irakiennes d'octroyer un nouveau délai de grâce au Liban pour régler ses achats de fioul, Électricité du Liban (EDL) a annoncé une reprise de la production d'électricité publique à son niveau habituel (qui équivaut à environ 4 heures d'électricité par jour en moyenne). Ce nouvel épisode d'instabilité illustre la difficulté à piloter le redressement du secteur de l'électricité, en dépit de l'amélioration de la situation financière d'EDL.
Tandis que l'environnement macroéconomique demeure complexe et contraint notamment les opérations de change d'EDL, l'inertie politique et institutionnelle freine l'adoption et la mise en œuvre des réformes structurelles susceptibles de placer le secteur de l'électricité sur une trajectoire de redressement rapide.

3. LA CROISSANCE RÉELLE DU PIB À 0,5% EN 2023

Le dernier rapport de la Banque Centrale sur l'économie libanaise estime à 0,5% le taux de croissance réelle du PIB en 2023. La Banque Centrale estime par ailleurs que l'inflation aurait atteint 221,3% en moyenne durant l'année 2023, contre 171,2% en 2022. S'agissant de la balance des paiements, elle aurait affiché un surplus de 2,2Mds USD en 2023 contre un déficit de 3,2Mds USD en 2022, tandis que le déficit commercial s'est légèrement résorbé (-7%) en passant de 15,6Mds USD en 2022 à 14,5Mds USD en 2023.

LIBAN - EVOLUTION DU PIB ET DE LA CROISSANCE RÉELLE
SOURCE : BANQUE DU LIBAN / BANQUE MONDIALE



TERRITOIRES PALESTINIENS

1. LANCEMENT DU PROGRAMME « BADER ».

L'Autorité monétaire, le Ministère du Travail et le programme d'exportation financé par le consulat britannique (TASDEER) ont lancé ce lundi le programme « Bader ». Ce programme a pour but d'accorder des prêts sans intérêt et sans commissions aux travailleurs étant dans l'impossibilité d'accéder à leur lieu de travail depuis le début de la guerre.
Ce financement cible les palestiniens qui travaillaient en Israël avant le début de la guerre et détenteurs d'un permis de travail établi avant octobre 2023.
Le travailleur qui répond aux critères du programme Bader se verra accorder un prêt pouvant aller jusqu'à 60 000 NIS (15 000 €), sans aucun intérêt ni commissions, avec une période de remboursement souple de 4 ans et une période de grâce de 6 mois.
Selon le Bureau palestinien des statistiques, plus de 130 000 travailleurs palestiniens ont perdu leur emploi en Israël depuis octobre dernier.

2. GAZA : LA PÉNURIE DE CARBURANT PARALYSE LES INFRASTRUCTURES VITALES

La municipalité de Deir Al-Balah a annoncé mardi 16 juillet l'arrêt du fonctionnement des stations de traitement des eaux usées et des stations de dessalement d'eau sous sa responsabilité, en raison de la pénurie de carburant nécessaire à leur fonctionnement. Cette situation pourrait provoquer une catastrophe sanitaire et environnementale pour plus de 700 000 habitants, y compris des déplacés, et affecterait environ 180 centres d'hébergement. La municipalité appelle la communauté internationale à fournir de toute urgence le carburant nécessaire, alors que l'entrée dans la bande de Gaza de telles ressources et d'aide humanitaire est toujours bloquée.
Cette situation est exacerbée par la destruction des puits d'eau, compliquant l'accès des habitants de Gaza à l'eau potable.

3. NOUVELLES SANCTIONS EUROPÉENNES CONTRE DES COLONS ET ORGANISATIONS DE MILITANTS ISRAÉLIENS EN CISJORDANIE

Le Conseil de l'Union Européenne a adopté le 15 juillet dernier un nouveau régime de sanctions visant 5 colons et 3 organisations de militants israéliens (déjà sous le coup de sanctions américaines et canadiennes) ayant perpétré des actions violentes à l'égard des Palestiniens de Cisjordanie. Les individus et organisations visés (Moshe's Farm, Zvi's Farm, Tzav

9) sont des groupes de colons qui se sont installés dans les Territoires palestiniens en violation du droit international.
Ces nouvelles mesures portent à 14 le nombre total de personnes ou organisations placées sous sanction. Ces mesures comprennent le gel des avoirs et l'interdiction de visas pour l'UE.

Il y aurait aujourd'hui 490 000 Israéliens (pour 3 millions de Palestiniens) installés illégalement en Cisjordanie.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (MDS USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4488	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,2	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	114	509	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	28,1	4,0	30,9	3,0	1,8	51,6	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	49,6	n/a	39,6	47,4	n/a	47,8	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international
RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr